



Extrait du registre des délibérations  
Conseil Municipal du 7 mars 2022

**DÉLIBÉRATION N° 2022-03-02**

L'an deux mil vingt deux, le sept mars, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Bibost étant assemblé en session ordinaire, au centre d'animation, après convocation légale du 31 février 2022.

Nombre de conseillers :		<u>Présents</u> : Franck CHAVEROT, Claire DOUVIER, Sandrine MARVALIN-GEANT, Jean-Philippe CHAUX, Valérie ROZIER, René MICHEL, Frédéric BONNARD, Eric
En exercice :	14	BLANC, Laurent MARION, Josette RAYMOND, Didier GOUTTE, Sophie BOUVARD,
Présents :	12	<u>Excusés</u> : Elodie GIDON (pouvoir donné à Sophie BOUVARD), Thierry BEAU
Votants :	14	(pouvoir donné à Sandrine MARVALIN-GEANT),
		<u>Secrétaire de séance</u> : Eric BLANC

**Objet: Plan Local d'Urbanisme : modification complémentaire du Plan Local d'Urbanisme**

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de BIBOST a été élaboré lors du mandat 2008-2014. Il a été approuvé en 2013.

Par délibération du conseil municipal en date du 10 novembre 2020, une procédure de modification du PLU a été initiée. Pour cela, la commune est accompagnée par le bureau d'études REALITES.

Claire DOUVIER, adjointe déléguée à l'urbanisme, précise que cette procédure de modification ne remet pas en question les objectifs retenus à l'époque de l'élaboration du PLU. Les orientations de développement en termes d'aménagement, d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'équipements, de protection des espaces et de préservation sont définis dans le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) d'un PLU.

Il est aujourd'hui envisagé de compléter la réflexion initiée afin d'ouvrir des zones déjà identifiées à l'urbanisation par une modification complémentaire. Cette modification complémentaire s'expliquerait par la réflexion suivante :

- Peu de permis de construire ont été délivrés depuis 2014
- Le PLU de la commune est très contraignants
- Le PLH donne des possibilités de constructions sur les 6 ans à venir et il est essentiel de pouvoir y répondre. Or, la commune n'a pas de zones constructibles disponibles.
- Il est souhaitable de stabiliser la démographie de la commune. C'est un enjeu pour la vie de la commune et de ses services (notamment l'école).
- Les projets en matière d'assainissement collectifs permettent d'envisager une progression dans ce domaine.
- Les zones AU visées par cette modification complémentaires sont limitées en surface ce qui permet de maîtriser l'arrivée de population.

Cette modification complémentaire s'organiserait dans un souci de maîtrise de l'évolution puisque l'on reste dans un cadre qui respecte l'échelle de la commune.

Ayant entendu l'exposé de Mme DOUVIER, Monsieur le Maire propose de procéder au vote afin :

- Approuver la procédure de modification complémentaire du PLU
- Autoriser la signature d'une mission complémentaire au bureau d'études Réalités pour un

montant de 3 687.50 € HT soit 4 425.00 € TTC.

- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette modification complémentaire du PLU

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL :**

- **Ayant entendu** l'exposé de Madame DOUVIER et les propositions de Monsieur le Maire ;
- **Vu** le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à 153-44
- **Vu** la délibération n°2013-036 du 25/09/2013 approuvant le PLU
- **Vu** la délibération n°2020-021 du 10/11/2020 approuvant la modification n°1 du PLU
- **Considérant** les adaptations à réaliser
- **Considérant** qu'il convient, pour cela, de lancer une procédure de modification complémentaire du PLU

Après en avoir délibéré :

Par 12 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions

- 1) **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une procédure de modification complémentaire du PLU
- 2) **AUTORISE** la signature d'une mission complémentaire au bureau d'études Réalités pour un montant de 3 687.50 € HT soit 4 425.00 € TTC.
- 3) **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette modification complémentaire du PLU
- 4) **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de cette mission sont prévus au budget primitif 2022.
- 5) La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat,
- 6) **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé au registre les membres présents

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Le Maire,

Franck CHAVEROT